

José Luis Rodriguez Zapatero et Herman Van Rompuy

Alors que l'Espagne inaugure la première présidence bicéphale de l'Europe, le président du gouvernement espagnol (à gauche) et le président du Conseil européen s'expriment dans plusieurs quotidiens* de l'UE pour donner leur vision de l'Europe après le traité de Lisbonne.



2010, une bonne année pour l'Union

Cette année 2010 doit être bonne et marquer le début d'une bonne décennie pour l'Europe. L'entrée en vigueur, le 1^{er} décembre dernier, du traité de Lisbonne ouvre une nouvelle étape pour l'Union, pour ce projet de vivre ensemble, unique en son genre, qui rassemble 27 pays et 500 millions de personnes, un projet bâti sur ces grandes valeurs irrévocables que sont la liberté et la dignité humaine, la tolérance et la solidarité.

L'Espagne, qui fêtera en juin prochain le 25^e anniversaire de la signature du traité d'adhésion, est un pays à forte vocation européenne ; elle l'a prouvé à maintes reprises au fil de ces années. Avec ce nouveau semestre et ce nouveau traité, elle se voit offrir une occasion unique de réaffirmer cette vocation. Elle ne manquera pas de la saisir.

En tant que présidents du Conseil européen et du gouvernement de la présidence tournante, nous souhaitons que la mise en œuvre institutionnelle du traité de Lisbonne soit aussi rapide et rigoureuse que possible. Dans un esprit de totale loyauté et de coopération, nous allons tâcher de consolider le nouvel ordre institutionnel de l'Union, qui nous permettra de résoudre les problèmes concrets nous préoccupant tous.

Les nouvelles autorités sont pleinement conscientes des responsabilités qu'implique cette nouvelle étape. La présidence espagnole est également

conscient du rôle qu'elle aura à jouer en tant que présidence de transition. Il lui reviendra en effet de faciliter les choses, d'apporter sa collaboration et d'assumer les engagements qui jalonnent l'ambitieux agenda de ce premier semestre.

Ensemble, nous allons aborder les priorités établies dans le programme de la présidence. La pleine application du traité constitue la première d'entre elles. Elle sera le point de départ nous permettant de poursuivre les autres objectifs que nous nous sommes fixés, en utilisant les

« L'union monétaire existe et nous disposons d'un marché unique, mais nous sommes encore loin de l'union économique, dont la crise a pourtant plus que souligné le besoin croissant »

instruments et les possibilités que ce texte nous offre : mieux coordonner les politiques économiques nationales pour consolider la reprise, contribuer à ce que l'Europe, forte et unie, parle d'une seule voix dans le monde pour défendre ses valeurs et ses intérêts, et faire de l'Union une réalité plus proche et plus utile pour tous les citoyens européens.

À Maastricht, nous avons mis en marche une Union économique et monétaire. L'union monétaire existe, et nous disposons d'un marché unique, mais nous sommes encore loin de l'union économique, dont la crise a pourtant plus que souligné le besoin croissant.

Il est nécessaire d'intensifier la coordination pour impulser la relance économique et jeter les bases d'une croissance durable. Durable en termes économiques, ce qui implique d'être plus compétitifs, de miser davantage sur l'éducation, la formation, la recherche, le développement et l'innovation, de respecter le

principe de stabilité budgétaire et, enfin, de mieux superviser les questions financières. Durable, encore, d'un point de vue environnemental et social, ce qui signifie être capables de maintenir le leadership dans la lutte contre le changement climatique - et d'en tirer parti - ainsi que veiller à la cohésion sociale et au maintien du système de la Sécurité sociale. En définitive, un modèle de croissance européen, fidèle tant à ses marques d'identité actuelles qu'à la nécessité de s'adapter à un environnement et à un avenir irrémédiablement globalisés.

Telle est la finalité de la Stratégie pour la croissance et l'emploi, que nous devons approuver à l'occasion d'un des Conseils les plus importants de la présidence espagnole et qui aura pour objectif la révision de l'agenda de Lisbonne.

Ensuite, et c'est là notre deuxième priorité, au lendemain du sommet de Copenhague sur le changement climatique, l'Union doit réaffirmer son leadership dans un monde multipolaire, voué au multilatéralisme. Elle doit être une référence incontestable en matière de démocratie, de droits humains et de progrès social sur l'ensemble de la planète. Grâce au président du Conseil et à la haute représentante, Catherine Ashton, et avec le concours des États membres, l'Europe sera désormais dotée d'un plus grande visibilité et d'une voix plus forte et plus unie sur la scène internationale. Et cette présence se verra, certainement, renforcée avec la création

du Service européen pour l'action extérieure, une véritable diplomatie européenne au service des citoyens de l'UE dans le monde entier.

Avec l'entrée en vigueur du traité, les citoyens européens pourront réellement sentir que l'Union est importante pour eux, dans leur vie quotidienne, qu'elle est importante pour leurs libertés et pour leur sécurité. L'inclusion de la charte des droits fondamentaux dans le traité de Lisbonne a constitué un premier pas dans cette direction. Pour poursuivre dans cette voie, nous œuvrerons en faveur de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme et nous donnerons le coup d'envoi au Plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de l'UE pour la période 2011-2015, qui confèrera à la lutte contre la violence de genre une dimension européenne.

Nous lancerons en outre l'initiative législative populaire européenne, qui permettra aux citoyens de participer au processus législatif de l'Union par l'intermédiaire de la Commission. Nous approuverons également le plan d'action du Programme de Stockholm, adopté sous la présidence suédoise, relatif à l'Espace européen de liberté, de sécurité et de justice et contenant des mesures décisives pour la protection de nos concitoyens. Enfin, nous continuerons de faire en sorte que la gestion commune de l'immigration reste une priorité stratégique pour l'Europe.

Ce sont là les nouvelles impulsions que nous donnerons à une Europe renouée, les premières étapes d'un long chemin qui commence au premier semestre 2010 et que nous allons parcourir ensemble.

* Corriere della Sera (Italie), El País (Espagne), Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne), Le Soir, De Standaard (Belgique), The Guardian (Grande-Bretagne).

Philippe Li

Le président de la chambre de commerce franco-coréenne analyse les points forts de l'économie coréenne, dévoilés par l'annonce du contrat nucléaire des Émirats arabes unis.



Pourquoi il ne faut pas sous-estimer la Corée

L'annonce de la sélection du consortium sud-coréen pour la construction de quatre centrales nucléaires aux Émirats arabes unis a fait l'effet d'une bombe pour beaucoup. Comme c'est souvent le cas en matière sportive lorsqu'une équipe nationale subit un revers, on s'en prend aux joueurs de son équipe (en l'occurrence, le consortium formé par Areva, EDG et GDF Suez) avant de reconnaître les mérites de son adversaire. Alors que ses atouts sont souvent mésestimés, la Corée du Sud, troisième puissance économique mondiale, est emblématique de ces pays émergents qui rattrapent à pas de géant leur retard sur les grandes puissances. Au-delà de ce contrat, il y a peut-être pour la France et ses entreprises des enseignements à tirer de cette expérience.

Alors qu'il était l'un des pays les plus pauvres de la planète dans les années 1960, ce pays a multiplié par 243 son PIB par habitant en trente-huit ans. Concentration et dirigisme économique lui ont permis, comme à d'autres, de se focaliser sur des secteurs érigés comme des priorités nationales, d'où l'émer-

gence de champions japonais, coréens et bientôt chinois dans l'électronique, l'automobile ou les chantiers navals. Depuis longtemps, de nombreuses entreprises coréennes et asiatiques ont été capables de discerner les secteurs recelant les plus gros potentiels d'avenir : actuellement les écrans à cristaux liquides ou la téléphonie mobile, demain sans doute les énergies renouvelables ou les biotechnologies.

On travaille également beaucoup plus en Asie qu'en Europe ; plus de 2100 heures de travail par an en moyenne en Corée du Sud quand on ne dépasse pas 1400 ou 1500 en France. Ajoutons à cela la vitesse d'exécution dont savent faire preuve les Asiatiques. Les Coréens ont notamment tiré de leur situation récente de précarité un esprit de résilience constant. Cela se traduit au quotidien par une volonté exacerbée de dépasser ses concurrents, une mise sous pression poussant à agir dans une forme d'urgence. Les Coréens n'appellent pas cela du suractivisme ; c'est leur manière d'être compétitifs.

Ainsi, le processus de fabrication de cigarettes ou de produits cosmétiques entre la conception et la mise sur le marché prend deux fois moins de temps en Corée du Sud que dans la plupart des pays européens. En outre, travailler vite et bien ne suffit pas. L'environnement social pousse sans cesse à l'émulation.

Progresser et se dépasser est véritablement une condition de survie pour chacun, d'où le nombre important de salariés optant pour des cours du soir sans que l'entreprise contribue nécessairement à leur financement.

La vie collective est également ancrée dans les mœurs et la culture de chacun. On apprend aux gens à travailler ensemble dès leur plus jeune âge parce que le fonctionnement de la société repose sur le groupe. Lorsqu'un projet est considéré

« On apprend aux gens à travailler ensemble dès leur plus jeune âge parce que le fonctionnement de la société repose sur le groupe »

comme un enjeu national aux yeux du monde extérieur, la mobilisation est totale, qu'il s'agisse d'un contrat nucléaire ou de l'organisation du G20, qui se tiendra à Séoul au mois de novembre prochain. Chaque échec est l'occasion pour le pays de se fixer des défis et de progresser.

Et la France dans tout cela ? Par son histoire, sa vision et ses valeurs, la France est peut-être le pays le plus globalisé au monde, mais elle donne parfois l'impression de l'avoir oublié. À l'étranger, elle donne parfois l'image d'un pays morose, replié sur lui-même, essentiellement

préoccupé par des considérations hexagonales, alors que d'autres pays ne cessent d'évaluer leur compétitivité, de « benchmarker » les autres puissances et sont obnubilés par la course à la performance mondiale.

Aujourd'hui, ce sont ces pays qui l'on appelle encore émergents qui fixent les règles du marché international, car ils sont dotés des entreprises les plus agressives et les plus conquérantes sur les marchés extérieurs. Ils consacrent des efforts

considérables à la recherche et au développement (la Corée y a investi 29 milliards de dollars en 2008).

Prendre la mesure de ces pays, c'est également être plus présent sur leurs marchés pour y trouver des débouchés commerciaux, mais également s'y enrichir et y développer des alliances industrielles et technologiques. Certaines entreprises françaises ont fort opportunément compris le potentiel et l'avantage que pouvaient apporter des partenariats de cette nature, car les avantages peuvent être doubles : recherches conjointes et développement de marchés en commun.

Cahiers secrets de la V^e République. Tome III. 1986-1997.
Michèle Cotta
FAYARD, 966 PAGES, 29 EUROS

GUILLAUME TABARD

DEUX COHABITATIONS et une troisième qui commence. Un PS traumatisé par son congrès de Rennes et un RPR ébranlé par le débat sur Maastricht puis par le choc entre Jacques Chirac et Édouard Balladur. La décennie 1986-1997 fut chaotique pour toutes les familles politiques. C'est celle que raconte aujourd'hui la journaliste Michèle Cotta, poursuivant une passionnante chronique quotidienne entamée en 1965. Pour elle aussi ce fut une décennie en montagnes russes. Ce troisième tome

la place après la dissolution de la Haute Autorité de l'audiovisuel, à la tête de laquelle François Mitterrand l'avait nommée. Difficile retour à la case départ à l'Europe 1, où elle est accueillie avec défiance. Un an plus tard, cette femme étiquetée à gauche se retrouve à la tête de l'information de TFI privatisée avant, quatre ans plus tard, une rupture brutale.

Mais, et c'est l'une des forces de Michèle Cotta, les aléas professionnels ne l'empêchent jamais de continuer de tisser des liens réguliers avec les responsables politiques de tous bords. Un jour avec

Édouard Balladur, « à l'heure du thé », le lendemain pour un dîner avec François Mitterrand. Les confidences sont nombreuses, telle celle d'Édith Cresson, au lendemain de son éviction de Matignon : « La prochaine fois, entre un socialiste et Chirac, je choisirai Chirac. » Ou celle d'un ancien ministre prévenant dès 1992 : « Balladur a de grandes ambitions ; la plus haute. » On voit le regret d'un François Mitterrand âgé, simple spectateur de la guerre fratricide des deux candidats RPR en 1995 : « Si j'avais vingt ans de moins, je saurais comment les battre. » A posteriori,

les pronostics sont cruels pour leurs auteurs. François Bayrou est sûr que Giscard soutiendra Balladur contre Chirac ; Mitterrand envisage, avant de décider de se représenter, une victoire de Barre sur Rocard. Jean-Marie Le Pen annonce en revanche une candidature de Jospin « parce qu'il est intègre et que cela se voit », quand personne au PS ne pense à lui. Nouvel arrivant, Nicolas Sarkozy, « que je connais mal » apparaît encore peu. « Pourquoi me gêne-t-il ? », s'interroge Michèle Cotta. Réponse dans un futur quatrième tome. Pourquoi ?

Bibliothèque des essais